



Mercredi 21 janvier 2026 :

Conseil Académique de l'Education Nationale

La CGT Educ'Action dénonce les choix budgétaires et les logiques guerrières

Ce CAEN se réunit dans un contexte de politique internationale extrêmement tendu. Les logiques et agressions impérialistes se généralisent à travers le monde (Gaza, Cisjordanie, Ukraine, Vénézuéla, ...) guidées par des intérêts économiques et géostratégiques au service du capital, poursuivant les logiques de prédation des ressources au profit d'intérêts privés. Ces politiques piétinent la souveraineté des peuples, le droit international, la démocratie et la paix. La CGT Educ'Action réaffirme son soutien aux peuples victimes de ces logiques.

C'est dans ce contexte de montée à la guerre, de surenchères généralisées des budgets militaires à laquelle la France participe activement (SNU, loi de programmation militaire, service militaire, déclarations martiales de l'Etat Major..) que se discute le budget 2026. En juillet 2025, François Bayrou, alors 1^{er} Ministre, annonçait ses orientations budgétaires pour 2026 et indiquait que « *Notre pronostic vital comme Etat [était] engagé* » en mettant en avant la prétendue urgence de réduire la dette. Cette dette qui empêcherait d'investir dans les services publics mais n'est pas un frein aux annonces d'engagements budgétaires pour le réarmement qui s'enchainent. Pour autant, le pouvoir se refuse toujours à mettre fin aux privilèges et à consentir à ce que les plus fortuné.es paient leur juste part de l'impôt. Ainsi, l'Etat ne serait pas en mesure d'engager un plan d'urgence pour la jeunesse mais s'engage pour un nouveau porte-avions. L'Etat ne serait pas en mesure de garantir la présence d'un AESH auprès des élèves qui ont reçu une notification d'accompagnement mais trouve les moyens de mettre en œuvre une nouvelle forme de service militaire. L'Etat serait contraint, années après années, de réduire ses dotations aux collectivités locales mais capable de s'engager dans une loi de programmation militaire de 413 milliards sur 6 ans. La liste pourrait être longue de choix politiques et budgétaires qui engagent le pays dans une culture guerrière quand il refuse de se donner les moyens d'élever le niveau de qualification de la jeunesse et de permettre son émancipation. La CGT Educ'Action s'oppose à ces orientations, condamne la surenchère guerrière et appelle à s'engager d'urgence dans une logique de désescalade politique et diplomatique. La guerre n'est jamais une fatalité.



CGT Educ'action Limousin

06.49.10.70.07

mail : limoges@cgteduc.fr

<https://cgteduactionlimousin.syndicatcgt.fr/>



@cgteduclimoges

Nous rejoindre ?



Ces choix budgétaires s'accompagnent de politiques « d'endoctrinement » en direction de la jeunesse. Service National Universel, classes défense et maintenant le retour d'une forme de service militaire ? Autant de dispositifs qui convergent vers un endoctrinement de la jeunesse, sa préparation à la montée à la guerre plutôt que de se donner comme perspective l'émancipation de tous les jeunes et leur éducation à la Paix. La CGT Educ'Action dénonce cette orientation politique.

Les travailleurs et travailleuses et leurs enfants n'ont aucun intérêt à cautionner les logiques impérialistes inhérentes au capitalisme qui sacrifient systématiquement et dans tous les pays les classes populaires pour servir les intérêts des plus fortunés. Les travailleurs et travailleuses et leurs enfants ne trouveront de voie d'émancipation que dans la solidarité et les luttes pour la justice sociale et non dans les haines et la concurrence entre les peuples.

Pendant que ces choix sont mis en œuvre, à marche forcée, sans débat démocratique, l'Éducation Nationale peine à « joindre les deux bouts ». Des milliers d'écoliers et écolières sont quotidiennement privé.es d'enseignement faute de remplaçant.es en nombre suffisants mais le Ministère n'aurait pas les moyens de recruter les personnels nécessaires. Des collégiens et collégiennes sont privé.es d'enseignement disciplinaire faute d'enseignant.es. Des élèves en situation de handicap ne bénéficient pas de l'accompagnement qui leur a été notifié faute d'AESH en nombre suffisant quand les AESH en poste qui subissent le temps partiel qui leur est imposé accompagnent chaque année un nombre plus important d'élèves. Ce sont également des personnels contractuel.les dont les droits sont bafoués, privé.es de leurs droits à indemnités chômage parce que l'attestation employeur ne leur a pas été remise, privé.es de leur indemnité de fin de contrat. Ce sont aujourd'hui des étudiant.es qui, à quelques jours des épreuves du concours, ne savent pas si celui-ci sera maintenu !

La baisse démographique qui nous est présentée devrait être l'occasion de penser l'amélioration de notre système scolaire qui aujourd'hui transforme trop souvent les inégalités sociales en inégalités scolaires quand il ne les amplifie pas ! Il n'en est rien. La perspective annoncée est une nouvelle fois des suppressions d'emplois qui ne permettront pas d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves mais viendront hypothéquer leurs chances de réussite, tout particulièrement pour les plus fragiles. Nous avons les moyens d'une toute autre politique : cela relève de choix !

A rebours de la volonté de développement de l'apprentissage, d'orientation précoce des élèves et de vision adéquationniste de l'École qui aurait vocation à répondre aux besoins immédiats de l'entreprise, la CGT Educ'Action porte le projet de d'élévation du niveau de qualification, de la remise en cause des déterminismes sociaux, géographiques et de genre, de l'émancipation de la jeunesse.

A Limoges, le 21 janvier 2026



CGT Educ'action Limousin

06.49.10.70.07

mail : limoges@cgteduc.fr

<https://cgteducactionlimousin.syndicatcgt.fr/>



@cgteduclimoges

Nous rejoindre ?

